



## **La réforme des bourses : une pseudo-réforme qui ne sortira pas les étudiant·e·s de la précarité !**

Aujourd'hui l'ensemble des organisations étudiantes représentatives étaient présentes lors d'une consultation avec la ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche sur la question de la réforme des bourses annoncée par Mme Retailleau il y a un an. Cette réforme attendue par l'UNEF pour enfin mettre fin à la précarité étudiante est en réalité un ajustement du système de bourses avec des changements à la marge.

### **Une réforme qui laissera les étudiant·e·s dans la précarité**

Ce qui nous est vendu par la ministre et sa horde de conseillères : une communication plus visible du droit au bourse, une linéation des bourses (plus d'échelons de bourses et donc un montant unique par chaque étudiant·e) et la transformation de l'appellation des points de charges en "bonus". Les points de charges sont des points qui sont attribués en fonction de certaines situations personnelles (distance entre le domicile familiale et lieu d'études, situation de handicap,...).

Cette réforme des bourses telle qu'elle nous a été présentée n'est accompagnée d'aucun chiffre ni budget. Encore une fois, le gouvernement tente d'agiter des chiffons rouges pour essayer de faire oublier ses mensonges, théories fumeuses et manque de volonté totale de vouloir améliorer concrètement la situation.

### **Un échange qui s'est transformé en une présentation de son modèle**

Alors que nous pensions pouvoir engager de réelles discussions au sujet de cette réforme qui, dans le contexte de précarité historique que connaissent aujourd'hui les étudiant·e·s, l'UNEF s'est vue confrontée à une ministre qui avait déjà tout décidé sur le fond de cette réforme sans nous accorder une quelconque implication, dans la réflexion et la prise de décisions. Il est extrêmement grave d'ignorer volontairement les organisations représentatives étudiant·e·s, de ce fait la ministre remet en cause le principe même de démocratie au sein de l'ESR et toutes les valeurs qui y sont attachées.

Cette réforme n'est qu'une énième réforme minime, portant uniquement sur la communication et sur des paramètres minimales. Les étudiant·e·s souffrent d'une précarité structurelle qui impacte leurs conditions de vies et d'études, avec 46% des étudiant·e·s qui sautent quotidiennement un repas et 1 étudiant·e sur 2 qui doit se salarier pour financer ses études (ce qui constitue la première cause d'échec dans ses études).

Faisant fi de l'Allocation d'autonomie, plébiscitée par les étudiant·e·s lors des élections CROUS, la ministre garde ses œillères face à la précarité et reste sourde face aux revendications des organisations représentatives des étudiant·e·s.

**L'UNEF revendique :**

- La mise en place d'une Allocation d'autonomie à hauteur de 1158€ pour tou·te·s les étudiant·e·s
- La création d'une branche de la sécurité sociale pour pouvoir financer l'Allocation d'autonomie
- La mise en place d'un statut social étudiant protéger socialement la jeunesse en formation